



# LES BALANCES DES PAIEMENTS 2018 DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE ET DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## (SYNTHÈSE)

### Principaux postes de la balance des paiements (soldes)

Montants en milliards de F CFP

|  | Nouvelle-Calédonie |                |                | Polynésie française |                |                |
|--|--------------------|----------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|
|  | 2016 (r)           | 2017 (r)       | 2018 (p)       | 2016 (r)            | 2017 (r)       | 2018 (p)       |
| <b>Compte des transactions courantes (I)</b>                             | <b>-65,3</b>       | <b>-39,3</b>   | <b>-38,5</b>   | <b>48,1</b>         | <b>35,5</b>    | <b>27,8</b>    |
| dont : - Biens   | -104,0             | -86,8          | -77,8          | -141,2              | -156,2         | -167,6         |
| - Services   | -36,4              | -37,3          | -40,7          | 65,9                | 66,3           | 72,2           |
| - dont voyages   | 1,3                | 2,0            | 0,9            | 36,3                | 38,0           | 47,0           |
| - dont transports  | -19,6              | -19,0          | -23,2          | 18,3                | 16,9           | 13,5           |
| - dont services divers aux entreprises                                   | -27,6              | -25,4          | -26,5          | -2,3                | -1,6           | -0,9           |
| - Revenus  | 55,5               | 59,4           | 59,5           | 57,1                | 59,3           | 60,6           |
| - Transferts courants  | 19,5               | 25,5           | 20,5           | 66,2                | 66,1           | 62,7           |
| <b>Compte de capital (II)</b>  | <b>-1,3</b>        | <b>-0,8</b>    | <b>-0,7</b>    | <b>-0,4</b>         | <b>0,0</b>     | <b>0,0</b>     |
| <b>Capacité / besoin de financement du territoire (III) = (I) + (II)</b> | <b>-66,7</b>       | <b>-40,1</b>   | <b>-39,3</b>   | <b>47,7</b>         | <b>35,5</b>    | <b>27,8</b>    |
| <b>Compte financier</b>  | <b>83,5</b>        | <b>53,7</b>    | <b>24,3</b>    | <b>-52,6</b>        | <b>-14,4</b>   | <b>-12,0</b>   |
| dont : - Investissements directs (IV)                                    | 36,1               | 44,0           | 25,5           | 4,0                 | 6,7            | -7,4           |
| - Investissements de portefeuille (V)                                    | -5,0               | -2,0           | -3,8           | -0,8                | -1,2           | -1,5           |
| - Autres investissements   | 52,4               | 11,7           | 2,6            | -55,9               | -19,9          | -3,0           |
| <b>Erreurs et omissions</b>  | <b>-16,8</b>       | <b>-13,6</b>   | <b>15,0</b>    | <b>4,9</b>          | <b>-21,1</b>   | <b>-15,8</b>   |
| <i>Pour mémoire PIB</i>  | <i>982,5</i>       | <i>1 010,0</i> | <i>1 028,0</i> | <i>585,479</i>      | <i>600,624</i> | <i>616,378</i> |

(r) : chiffres révisés

Sources : IEOM, ISEE, ISPF

Les évolutions sont contrastées en 2018 : le déficit des transactions courantes est stable en Nouvelle-Calédonie (-39 milliards de F CFP), alors que l'excédent se contracte en Polynésie française pour la deuxième année consécutive, à hauteur de 21,6 % (+28 milliards de F CFP). Le déficit des échanges de biens se réduit à nouveau en Nouvelle-Calédonie (78 milliards de F CFP après 87 milliards de F CFP), tandis qu'il se creuse en Polynésie française (168 milliards de F CFP après 156 milliards de F CFP). Les échanges de services sont quant à eux toujours déficitaires en Nouvelle-Calédonie (-41 milliards de F CFP) et fortement excédentaires en Polynésie française (+72 milliards de F CFP). Le compte financier fait apparaître des entrées nettes de 24 milliards de F CFP en Nouvelle-Calédonie, en liaison avec la réduction de plus de moitié des entrées nettes d'investissements directs. À l'inverse, le compte financier affiche des sorties nettes en Polynésie française.

## La balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie

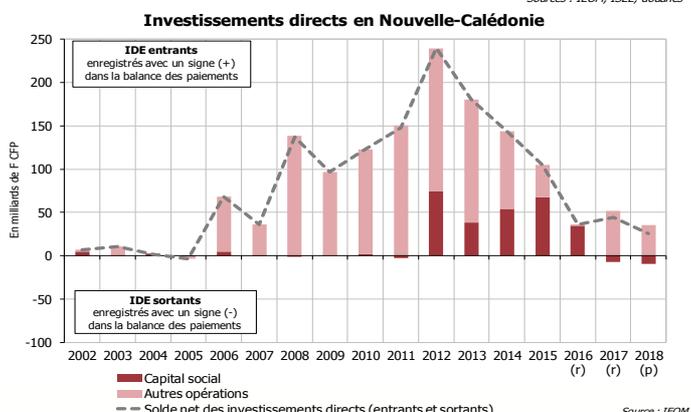
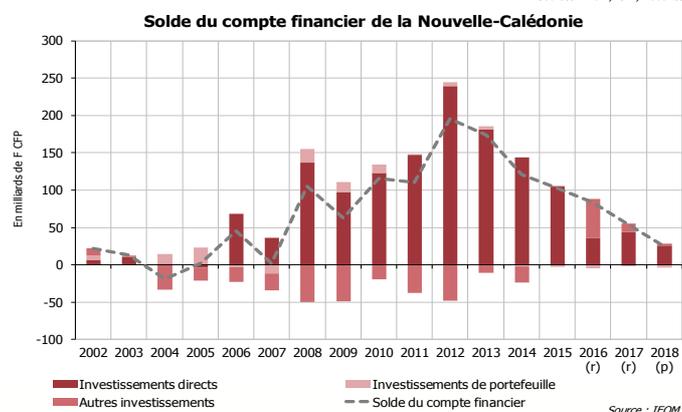
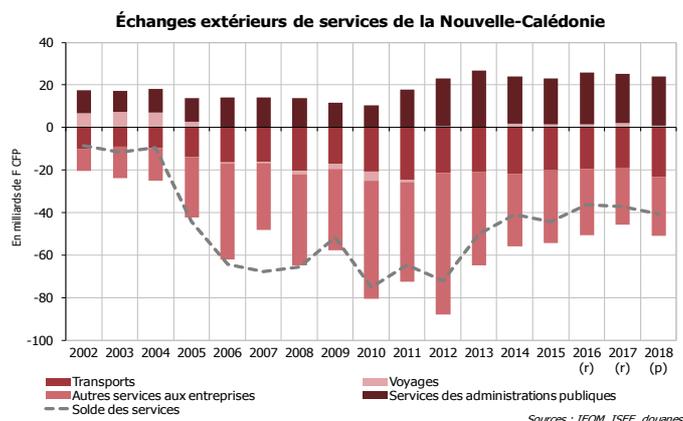
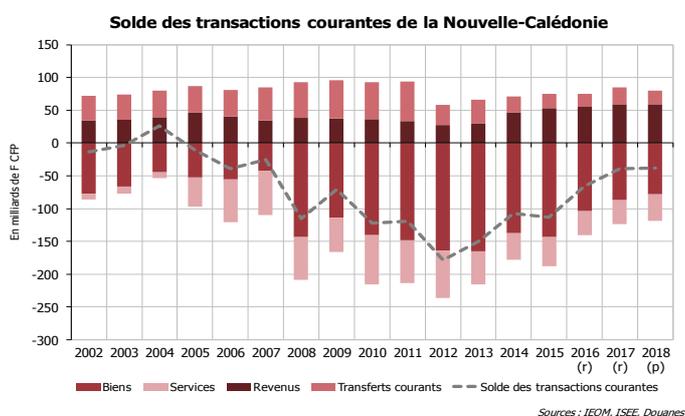
En dépit d'un contexte économique qui reste fragile et marqué par l'incertitude, l'économie calédonienne fait preuve de résilience en 2018 grâce à l'amélioration des cours du nickel et la montée en puissance de la production, ainsi qu'à travers la réalisation d'investissements structurants (extension du port de Nouméa, centre hospitalier de Koné, transition énergétique). La croissance du PIB en volume ralentit mais reste positive (+0,6 % après +1,0 % en 2017). Le déficit des transactions courantes diminue légèrement à 38,5 milliards de F CFP (-1,9 %) grâce à l'amélioration du solde, structurellement négatif, des échanges de biens (+10,4 %) qui compense la dégradation du déficit d'échanges de services (-9,2 %) et de l'excédent de transferts courants (-19,6 %).

Le déficit commercial de biens se réduit pour s'établir à 77,8 milliards de F CFP contre 86,8 milliards de F CFP en 2017. Les exportations calédoniennes atteignent un niveau record (+18,6 % à 198,3 milliards de F CFP) grâce à une orientation favorable des cours du nickel et un volume de minerais exportés en hausse de 4,1 % sur un an. Les importations de biens progressent également (+8,7 % à 276,1 milliards de F CFP), tirées par l'accroissement en valeur des importations des produits énergétiques suite à l'augmentation sensible des cours du pétrole sur la période et de la production de nickel en volume qui nécessite d'importants apports en énergie primaire.

En parallèle le solde des services se dégrade à -40,7 milliards de F CFP essentiellement en lien avec le creusement du déficit des services de transports (+22,2 % à -23,2 milliards de F CFP). Structurellement déficitaire, le fret international étant opéré par des armateurs étrangers, le solde des transports maritimes se contracte avec la hausse des échanges de biens. Les services de transports aériens affichent également un solde déficitaire encore plus important qu'en 2017 en raison de dépenses (escales, affrètements, maintenance, etc.) en forte croissance par rapport à des recettes stables.

En 2018, les transferts courants dégagent un excédent en baisse à 20,5 milliards de F CFP du fait d'une hausse des flux sortants (mouvements de trésorerie sur les cotisations vers des caisses de retraites non-résidentes).

Le compte financier fait apparaître des entrées nettes de capitaux (24,3 milliards de F CFP), en baisse progressive depuis 2012. Cette évolution s'explique principalement par le repli des investissements directs nets entrants en Nouvelle-Calédonie (-32,6 % à 35,2 milliards de F CFP), ceux-ci venant essentiellement renflouer les pertes des opérateurs du secteur du nickel (-47 milliards de F CFP en 2018 après -135 milliards de F CFP en 2017). La hausse des achats immobiliers par des résidents à l'extérieur du territoire (+8,5 %) en parallèle de ventes qui décroissent (-26,4 %) engendre également des sorties de capitaux.



## La balance des paiements de la Polynésie française

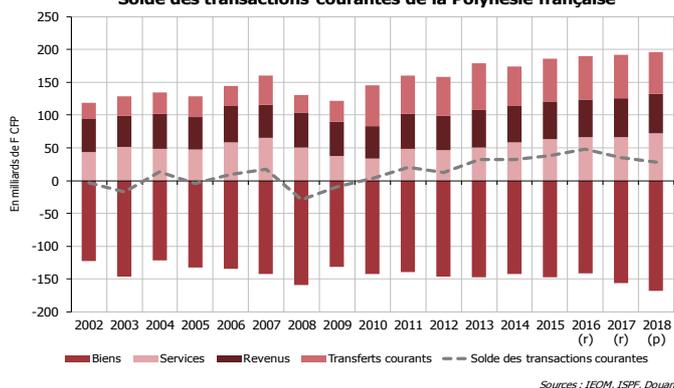
Dans un contexte économique dynamique, l'excédent du compte de transactions courantes se contracte pour la deuxième année consécutive de 21,6 % à 27,8 milliards de F CFP. La progression sensible du solde positif des services (+5,9 milliards de F CFP) ne permet pas de compenser la hausse du déficit de la balance commerciale de biens (11,4 milliards de F CFP).

La bonne tenue de la demande intérieure, mais également la remontée des cours pétroliers et le renforcement du dollar, tirent les importations de biens à la hausse (+6,1 % à 183 milliards de F CFP). En parallèle, les exportations de biens marquent le pas (-5,5 % à 15,8 milliards de F CFP), avec le recul des exportations de biens d'équipements (effet de rattrapage suite à des reventes de biens en 2016 et en 2017) et des performances mitigées sur les produits locaux (+15 % sur le noni, +12,5 % sur le poisson, +7,5 % sur la vanille mais -8,1 % d'exportations de perles brutes qui constituent 63 % des exportations locales, et -25,6 % sur l'huile de coprah).

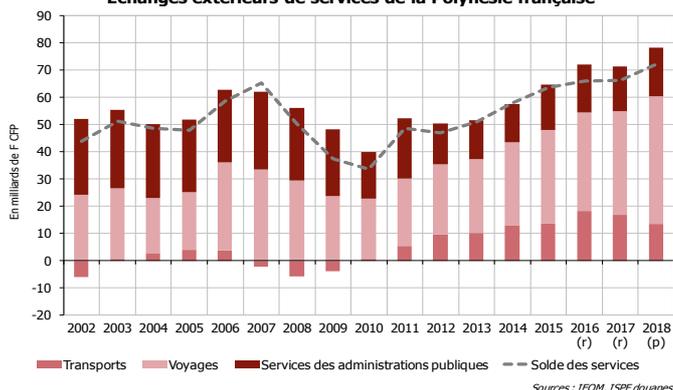
Structurellement excédentaire, le solde des échanges de services augmente de 8,8 % sur l'exercice 2018 et atteint 72,2 milliards de F CFP. L'accroissement marqué des recettes touristiques (+20,0 %) entraîne une hausse du solde des services de voyages de 8,8 % (soit 5,9 milliards de F CFP). Cette augmentation, ainsi que celle du solde des services des administrations publiques (dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'État) de 7,2 %, compense la baisse du solde des services de transports (-19,9 % à 13,5 milliards de F CFP). Le solde des transports aériens pâtit d'une concurrence accrue entre les compagnies aériennes, en particulier avec l'arrivée de deux nouveaux acteurs non-résidents au courant de l'année 2018. De plus, le solde des services de transports maritimes se dégrade avec la hausse des importations de biens.

Le compte financier présente des sorties nettes de 12,0 milliards de F CFP. Elles proviennent en premier lieu des investissements directs (-7,4 milliards de F CFP), d'une part du fait de l'achat de biens immobiliers par des résidents auprès de non-résidents, d'autre part en lien avec des opérations de trésorerie de filiales polynésiennes vers leurs maisons-mères. Les investissements de portefeuille et les « autres investissements » enregistrent également des sorties nettes de capitaux (-1,5 milliard de F CFP et -3,0 milliards de F CFP respectivement).

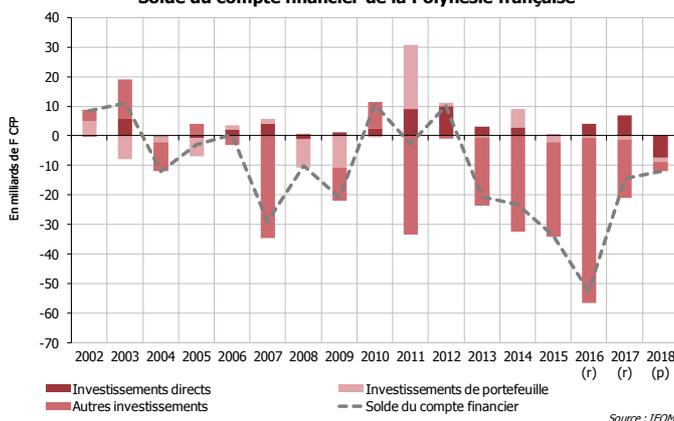
Solde des transactions courantes de la Polynésie française



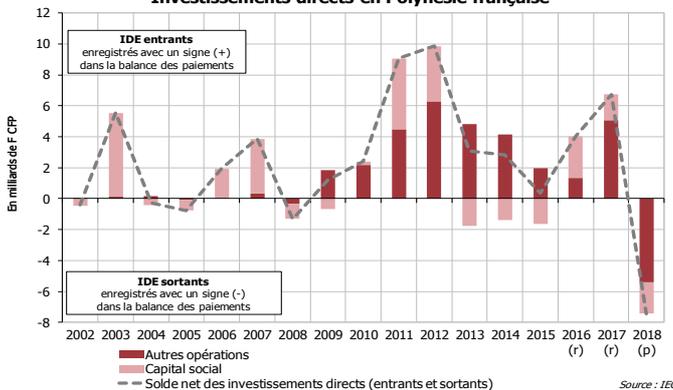
Échanges extérieurs de services de la Polynésie française



Solde du compte financier de la Polynésie française



Investissements directs en Polynésie française



## Quelques éléments méthodologiques

### Les biens : des données douanières aux données d'échanges de biens de la balance des paiements

Les données douanières constituent la principale source utilisée pour l'établissement de la balance des biens. Elles font néanmoins l'objet de différents retraitements en balance des paiements : exclusion des opérations qui ne donnent lieu ni à transfert de propriété ni à paiement ; importations comptabilisées en valeur CAF (cout, assurance et fret) ramenées à leur valeur FAB (franco à bord) pour être comparables aux exportations.

### L'estimation de la ligne voyages

La ligne « voyages » prend en compte au crédit l'ensemble des dépenses en Nouvelle-Calédonie/Polynésie française des non-résidents et, au débit, celles des résidents calédoniens/polynésiens à l'extérieur de la Collectivité, et ce quel que soit le motif du déplacement (voyages touristiques, d'affaires, sanitaires ou scolaires). Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux ne sont en revanche pas enregistrées sur cette ligne, mais avec les services de transports.

Depuis 2008 en Nouvelle-Calédonie et à partir de 2009 en Polynésie française, la ligne « voyages » est mesurée à l'aide des enquêtes tourisme de l'ISEE et de l'ISPF.

### Les revenus

Les revenus sont partagés entre rémunérations des salariés et revenus des investissements :

- les rémunérations des salariés comprennent les salaires et traitements versés par des employeurs non résidents à leurs salariés résidents (y compris les rémunérations versées par l'État métropolitain à ses agents) et inversement ;
- les revenus des investissements correspondent aux recettes ou paiements afférents aux avoirs ou engagements financiers extérieurs (revenus des investissements directs, revenus des investissements de portefeuille et autres revenus d'investissements).

### Les transferts courants

Les transferts courants comprennent à la fois les transferts courants des administrations publiques, les envois de fonds de travailleurs et d'autres transferts tels que les indemnités et une partie des primes d'assurance sur marchandises. Cette rubrique présente traditionnellement un solde largement excédentaire au sein des deux collectivités en raison du poids des transferts en provenance des administrations publiques métropolitaines. Ceux-ci recouvrent notamment, côté crédits, les prestations sociales versées (principalement les pensions), les dépenses d'investissement et les dotations aux collectivités locales ; et côté débits, les recettes perçues, tels que les cotisations sociales et les impôts.

### Les investissements directs (ou ID)

Les investissements directs couvrent les opérations effectuées par des investisseurs afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise et de détenir (ou de liquider) une influence dans sa gestion ou la capacité de l'exercer. Par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur détient au moins 10 % du capital social de l'entreprise investie. En deçà de ce seuil, les opérations sur actions sont classées dans les investissements de portefeuille. Les ID comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise investie, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées (dont prêts, avances, dépôts, à court et long terme). L'acquisition (ou la vente) d'un bien immobilier est également considérée comme une opération d'ID. Par ailleurs, les bénéfices réinvestis ne sont pas pris en compte.

### Les autres investissements

Ce poste englobe toutes les opérations sur actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents qui ne figurent pas sous une autre rubrique du compte financier. Il se répartit entre créances et engagements des résidents vis-à-vis de l'extérieur, puis par nature d'opérations (crédits commerciaux, prêts et emprunts, autres avoirs et engagements), enfin par secteur résident à l'origine des créances et engagements :

- les avoirs de l'IEOM retracent l'ensemble des transferts publics et privés avec la France métropolitaine qui s'effectuent par l'intermédiaire du compte d'opérations de l'IEOM ;
- les engagements des administrations publiques renseignent sur l'augmentation ou la diminution des emprunts contractés par les administrations publiques résidentes à l'extérieur de la collectivité (généralement auprès d'établissements tels que l'Agence française de développement, Dexia ou la Caisse des dépôts et consignations) ;
- les avoirs et engagements du secteur bancaire permettent d'observer l'évolution de la position « dépôts-crédits » du système bancaire local à l'égard de l'extérieur. Pour les avoirs, une inscription en débit correspond à une augmentation de la trésorerie placée hors de Nouvelle-Calédonie (resp. Polynésie française) ou à une hausse des concours accordés à la clientèle non-résidente. Pour les engagements, une inscription en crédit traduit une augmentation des emprunts du secteur bancaire local à l'extérieur ou une progression des dépôts des non-résidents auprès du secteur bancaire local. Le solde des avoirs et engagements du secteur bancaire mesuré dans la balance des paiements peut différer de la variation de la position extérieure nette du secteur bancaire établi à partir des statistiques monétaires en raison de différences de champs ;
- les avoirs de réserve : l'IEOM ne détient ni stock d'or ni avoirs en Droits de tirage spéciaux (DTS), et ne constitue pas de réserves auprès du Fonds monétaire international. Le poste « avoirs de réserve » n'apparaît donc pas dans la balance des paiements des collectivités d'outre-mer.

## Les normes méthodologiques internationales

Les balances des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française sont actuellement publiées selon la norme de la cinquième édition du « Manuel de balance des paiements » du FMI (« BPM5 »). La sixième édition du Manuel du FMI (« BPM6 »), qui vise notamment à une meilleure articulation avec la comptabilité nationale et la position extérieure – mise en œuvre dans la zone euro en 2014 – se traduirait par un niveau de détail plus grand, non disponible dans le système actuel de collecte des COM françaises du Pacifique. Un certain nombre de reclassements doit également être effectué entre biens et services (négoce international, travail à façon...). Les investissements directs font aussi l'objet de nouvelles modalités d'enregistrement.

Par ailleurs, la présentation du compte financier s'effectue dans le BPM6 avec des conventions de signe différentes de celles de la cinquième édition du cinquième Manuel :

- dans la présentation BPM5, un flux net négatif correspond à une augmentation des créances sur l'extérieur ou à une diminution des engagements vis-à-vis de l'extérieur (exemple : un investissement direct effectué à l'extérieur ou une liquidation d'un investissement étranger dans le territoire), puisqu'elle traduit une « sortie » de capitaux vers l'extérieur ;
- dans la présentation BPM6, la même opération sera assortie d'un signe « + » puisque l'on retrace la hausse (ou la baisse) des créances et des engagements sur l'étranger.

Le tableau ci-dessous simule l'impact du reclassement du négoce international et du travail à façon dans le compte de transactions courantes et, sans modification de chiffres dans le compte financier, illustre ce que donnerait une présentation en BPM6.

| Principaux postes de la balance des paiements en 2018 (soldes)           | Nouvelle-Calédonie |              | Polynésie française |              |
|--|--------------------|--------------|---------------------|--------------|
|  | BPM5               | BPM6         | BPM5                | BPM6         |
| <b>Compte des transactions courantes</b>                                 | <b>-38,5</b>       | <b>-38,5</b> | <b>27,8</b>         | <b>27,8</b>  |
| - Biens  | -77,8              | -78,2        | -167,6              | -166,5       |
| - Services   | -40,7              | -40,3        | 72,2                | 71,1         |
| - Revenus (BPM5) / Revenus primaires (BPM6)                              | 59,5               | 59,5         | 60,6                | 60,6         |
| - Transferts courants (BPM5) / Revenus secondaires (BPM6)                | 20,5               | 20,5         | 62,7                | 62,7         |
| <b>Compte de capital</b>   | <b>-0,7</b>        | <b>-0,7</b>  | <b>0,0</b>          | <b>0,0</b>   |
| <b>Compte financier</b>  | <b>24,3</b>        | <b>-24,3</b> | <b>-12,0</b>        | <b>12,0</b>  |
| <b>Investissements directs</b>   | <b>25,5</b>        | <b>-25,5</b> | <b>-7,4</b>         | <b>7,4</b>   |
| - Investissements directs sortants                                       | -9,7               | 9,7          | -2,9                | 2,9          |
| Capital social   | -9,7               | 9,7          | -2,8                | 2,8          |
| Autres opérations (BPM5) / Autres opérations (prêts intragroupes)(BPM6)* | 0,0                | 0,0          | 0,0                 | 0,0          |
| - Investissements directs entrants                                       | 35,2               | 35,2         | -4,6                | -4,6         |
| Capital social   | -0,3               | -0,3         | 0,8                 | 0,8          |
| Autres opérations (BPM5) / Autres opérations (prêts intragroupes)(BPM6)* | 35,5               | 35,5         | -5,4                | -5,4         |
| <b>Investissements de portefeuille</b>                                   | <b>-3,8</b>        | <b>3,8</b>   | <b>-1,5</b>         | <b>1,5</b>   |
| Avoirs   | -3,8               | 3,8          | -1,5                | 1,5          |
| Engagements  | 0,0                | 0,0          | 0,0                 | 0,0          |
| <b>Autres investissements</b>  | <b>2,6</b>         | <b>-2,6</b>  | <b>-3,0</b>         | <b>3,0</b>   |
| Avoirs   | -24,4              | 24,4         | 4,4                 | -4,4         |
| Engagements  | 27,0               | 27,0         | -7,4                | -7,4         |
| <b>Erreurs et omissions</b>  | <b>15,0</b>        | <b>15,0</b>  | <b>-15,8</b>        | <b>-15,8</b> |

Montants en milliards de F CFP

\* La collecte, telle qu'elle est effectuée aujourd'hui, ne nous permet pas de distinguer les crédits commerciaux entre affiliés de ceux entre non affiliés. Les chiffres sont donc identiques à ceux diffusés sous convention BPM5.

Sources : IEOM, ISEE, ISPF

- Le rapport [Balance des paiements 2018 de la Nouvelle-Calédonie](#) est disponible sur le site internet de l'IEOM.
- Le rapport [Balance des paiements 2018 de la Polynésie française](#) est disponible sur le site internet de l'IEOM.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur de la publication : M.-A. POUSSIN-DELMAS – Responsable de la rédaction : M. SCHWEITZER  
Éditeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : décembre 2019 – Dépôt légal : décembre 2019 – ISSN 2679-9030